

L'Asie divisée sur l'homosexualité

politicien nous attaque.» Les propos

devenaient de plus en plus virulents, surtout à l'approche de l'élection présidentielle du 17 avril. Les gays servent de boucs émissaires pour séduire l'électorat conservateur», note Suki Chung, d'Amnesty International.

La Chine, un cas intermédiaire

A Aceh, une province du nord de Sumatra qui applique la charia, un couple homosexuel a été condamné à 83 coups de bâton en 2017. La punition a eu lieu en public, devant une foule de rendre l'homosexua- lité illégale, dans le cadre d'une révision du Code pénal», précise Dede Oetomo. En Malaisie, autre pays musulman, la communauté gay est aussi de plus en plus stigmatisée. L'homosexualité y est interdite, menant à une peine de prison de 20 ans, et peut être punie par des coups de fouet dans certains provinces qui ont adopté des lois inspirées par la charia. «Le gouvernement a récemment dénoncé des militants gays qui ont pris part à une marche pour la Journée internationale de la femme, le 8 mars, dit Ryan Silverio, le coordinateur régional de l'ONG Asean Sogit Caucasus. Il menace de les poursuivre pour sédition.»

Les relations entre les personnes du même sexe sont également prohibées en Birmanie, au Bangladesh, au Pakistan, à Singapour et aux Maldives. La Chine pré- sente, elle, un cas intermédiaire: il y a eu quelques avancées, comme la décision d'un tribunal l'an dernier de dispenser un enseignant licencié en raison de son homosexualité, mais la discrimination y reste féroc. Les «conversions» forcées y sont par exemple toujours pratiquées. De même, l'Inde a dépealisé les relations homosexuelles en septembre, mais la population reste hostile aux gays.

Des bonnes nouvelles

La communauté LGBT en Asie a aussi eu droit à son lot de bonnes nouvelles. «Taiwan deviendra le premier pays d'Asie à autoriser le mariage gay à partir du 24 mai», relève Suki Chung. En Thaïlande, le parlement va se pencher sur une loi similaire. Il y a aussi eu des progrès sur le plan local. Au Japon, au moins 11 municipalités reconnaissent les unions entre partenaires du même sexe. «Aux Philippines, une vingtaine de gouvernements locaux ont adopté des lois anti-discrimi- nation», précise Ryan Silverio. Et il y a les surprises. En décembre der- nier, la Cour suprême de Singapour a autorisé un couple gay à adopter le fils qu'ils avaient eu par l'entremise d'une mère portaise. Le Népal et le Vietnam sont tous deux devenus des havres pour les membres de la communauté LGBT ces dernières années. Hanoi autorise impli- citemment les unions gays et s'apprête à avaliser les changements de sexe, alors que Katmandou a officiellement introduit un troisième genre, à l'instar du Pakistan et du Bangladesh.

sera désormais punie par la peine de mort.

LÉGISLATION A Brunei, l'homosexualité provoque la peine de mort. L'Inde a dépealisé les relations homosexuelles en septembre, mais la population reste hostile aux gays

Brunei, un sultanat coincé entre deux provinces malaises sur l'île de Bornéo, s'apprête à introduire un nouveau Code pénal fondé sur la charia, qui prévoit la peine de mort par lapidation pour les actes homosexuels. Pour que la législation, dont l'entrée en vigueur est prévue mercredi, s'applique, «il faudra que les deux suspects aient confessé ou qu'il ait quatre témoins, détaille Matthew Wolfe, qui dirige l'ONG The Brunei Project. Si ces preuves manquent, ils pourront néanmoins être condamnés à des coups de fouet et à une longue peine de prison.» La loi ne s'ap- plique qu'aux hommes musulmans.

L'Inde a dépealisé

Les relations homosexuelles en septembre, mais la population reste hostile aux gays

Dans cet ancien protectorat britannique dirigé depuis 51 ans par le sultan Hassanal Bolkiah, la loi a été progressivement durcie pour la rendre davantage compatible avec les préceptes islamiques. L'homosexualité y était déjà punissable de 10 ans de prison. «Depuis 2014, manquer les prières du ven- dredi ou ne pas pratiquer le ramadan peut mener en prison», précise le militant. Le Code pénal qui entre en vigueur mercredi s'applique aussi à l'adultère et permet de trancher la main ou le pied d'un voleur.

Attirer des capitaux et des touristes musulmans

Cette semaine, Brunei a essayé une salve de critiques en provenance du monde entier. L'acteur George Clooney a notam- ment appelé à boycotter les neuf hôtels de la chaîne Dorchester – parmi lesquels se trouvent le Plaza Athénée de Paris et le Beverly Hills Hotel – car ils appartiennent à ce petit Etat pétrolier. Celui-ci espère que son nouveau Code pénal va lui permettre d'attirer des capitaux et des touristes musulmans, afin de réduire sa dépendance

sur l'or noir. Mais le sultanat n'est pas un cas isolé en Asie. «Depuis 2016, la communauté LGBT d'Indonésie subit une vague de répression, indique Dede Oetomo, un militant indo- nésien. Les saunas et boîtes de nuit gays subissent régulièrement des raids et il ne passe presque pas de jour sans qu'un

MAIS ENCORE

Démission L'armée n'est pas d'accord

Abdelaziz Bouteflika avant la fin de son mandat. Elle estime qu'il n'y a pas de

«détails non constitutionnelles et non habituels»

Le chef d'état-major, le général Ahmed Gaid Salah, demande en conséquence que soit «appliquée

immédiatement la procédure

constitutionnelle

décarter le chef de l'Etat du pouvoir. ATS

de trois mois, Abdelaziz Bouteflika ne lâche pourtant rien. En novembre, le secrétaire général de l'FLN, Amar Saadani, proclame l'abdelaziz Bouteflika sera le candidat de l'ancien parti unique l'élection présidentielle. L'an- nonce fait naître un sentiment de colère, certes limitée mais inédit. Les manifestations sont organi- sées par le mouvement Barakat («Ça suffit!»): les caricatures de président malade circulent sur les réseaux sociaux; un appel au boy- cottage est lancé par les isla-

algérien est sur le qui-vive. Bouteflika accorde des augmentations de salaires tous azimuts

ministres. La campagne se poursuit pourtant, en l'absence du princi- pal intéressé que la maladie empêche de se déplacer. Les résultats tombent le 18 avril 2014: Abdelaziz Bouteflika a été réélu pour un quatrième mandat avec 51,5% de voix, loin devant son principal rival, Ali Benflis (12,1% des suffrages), qui crie à la fraude. La menace du désordre agitée par le pouvoir a porté dans un pays toujours hané par le souvenir de la guerre civile, mais la victoire est

moins d'un Algérien sur deux s'est rendu aux urnes. Les années suivantes, les appa- ritions publiques du chef de l'Etat font de plus en plus rares. La présidence s'efforce de donner le change en publiant des photos d'Abdelaziz Bouteflika recevant les chefs d'Etat et des ministres étrangers. La savante mise en scène ne parvient pas à faire oublier la paralysie politique du pays ni la crise économique pro- voquée par la chute des prix du pétrole. Alors que l'élection pré- sidentielle de 2019 approche, l'hy- potèse d'une réélection est

même évoquée. Le 10 février, à la stupéfaction générale, une lettre signée du président annonce qu'il sera officiellement candidat au scrutin d'avril. La colère popu- laire contre la perspective d'un deuxième mandat éclatera peu après. Si tout le monde reconnaît l'intelligence aiguë de celui qui tient de quitter le pouvoir, les uns et les autres ne trouvent qu'une expression pour qualifier son